

Vivre au Congo

Le site des expatriés francophones au Congo

Situation actuelle

Situation politique



Réélu dès le premier tour des élections, le 20 mars 2016, avec plus de 60 % des suffrages, le président Denis Sassou Nguesso a nommé Clément Mouamba Premier ministre le 23 avril. Celui-ci forme son gouvernement une semaine plus tard. Composée de 38 membres dont, pour la première fois, huit femmes, la nouvelle équipe a pour objectifs de :

- promouvoir les changements institutionnels.
- rompre avec le passé.
- favoriser l'essor de la jeunesse et des technocrates.
- œuvrer pour une plus grande égalité hommes-femmes.

Rapidement, le gouvernement se mobilise autour du projet de société du président Sassou Nguesso pour 2016-2021, baptisé « La marche vers le développement », et de l'initiative « Vivre ensemble » qui appelle à l'unité et la cohésion nationale. Le pays étant parvenu progressivement à polir son image sur la scène internationale, le président entend jouer un rôle de médiateur dans les crises politiques régionales, à l'instar de celle qui sévit en République démocratique du Congo (RDC).

Situation économique



La performance économique de la République du Congo au cours des cinq dernières années a été nettement inférieure au taux de croissance nécessaire pour atteindre les objectifs de développement fixés à l'horizon 2025. La croissance est ressortie à 4 % en moyenne entre 2011 et 2015, bien en deçà des 8,5 % prévus dans le Plan national de développement. Ce ralentissement s'explique par les mauvais résultats du secteur pétrolier, plombé par la baisse des cours : sur la même période, la production a reculé de 5,4 % tandis que les prix dévissaient de plus de 50 %. La bonne tenue des secteurs non extractifs est due à l'effet conjugué des investissements publics dans les infrastructures (9,7 %) et de l'activité dans les industries manufacturières et les secteurs de l'électricité, du gaz et des télécommunications. En 2016, l'économie congolaise a enregistré un taux de croissance de 0,9 %. L'inflation, maîtrisée, a fortement reculé entre 2012 et juillet 2016, de 5 à 2,2 % par an.

Le gouvernement a décidé de ralentir le rythme des dépenses publiques en 2015 et 2016 afin d'ajuster sa politique budgétaire à la chute des cours du pétrole au lieu de déployer une politique anticyclique optimale. Les recettes de l'État, qui avaient augmenté de 13 % en moyenne entre 2011 et 2013, ont baissé de 29 % entre 2014 et 2015. La réduction des dépenses publiques a permis de compenser la diminution substantielle des recettes pétrolières due à la baisse de la production et des prix. Par ailleurs, les réserves du pays à la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), qui ont reculé de 49 % en 2015 et de 75 % en 2016, peuvent couvrir jusqu'à deux mois d'importations potentielles en 2016. La croissance économique devrait largement reprendre des couleurs sur la période 2016-2018, avec des prévisions de progression annuelle de 3 % en moyenne, grâce à la mise en production du champ de Moho Nord.

© Banque Mondiale, mise à jour le 20 déc. 2016